

atomiques et ses ordinateurs, à celles des temps passés.

Ceci reconnu, pourquoi cet exposé dans une maison qui s'appelle « Fondation européenne » ?

Non, certes, pour offrir des solutions aux hommes de pensée et d'action qui sont en train d'inventer l'Europe, mais pour attirer l'attention sur certains points qui, peut-être, concernent au moins la position des problèmes.

1° Au niveau de la philosophie telle qu'elle est conçue au XVII^e siècle, aucune étiquette nationaliste ou continentaliste ne peut être collée sur la pensée. L'essence de la philosophie est d'être recherche de la vérité et l'essence de la vérité est d'ignorer les limites géographiques consacrées par les contingences historiques.

Diversité, richesse de l'esprit créateur

Ceci dit, l'histoire de la philosophie une et universelle se présente, en fait, comme celle d'une multiplicité de philosophies et le nom d'un philosophe particulier reste attaché à chacune d'elles. Le philosophe voit là avec inquiétude, peut-être avec désespoir, un échec de la pensée humaine: l'historien y voit avec joie la richesse de l'esprit créateur. Descartes, Pascal, Spinoza, Malebranche, Leibniz, Locke, autant de voix discordantes mais chacune chante un chant qui a sa beauté propre et qui, sans doute, découvre un aspect du réel à qui sait l'entendre.

De là la question: faut-il rêver d'une Europe qui trouverait une espèce d'unité intellectuelle dans une idéologie commune? L'historien la voit plutôt comme une République des lettres, des sciences et des arts dont les institutions seraient faites pour favoriser la diversité des initiatives et pour aider les fortes individualités à se développer. A la hantise de l'unification succéderait la volonté d'accepter comme une richesse de l'esprit civilisé la multiplicité des écoles dans tous les domaines, multiplicité liée à la liberté de la recherche et de l'invention.

2° La méditation sur le XVII^e siècle intellectuel fait ressortir l'importance d'un langage commun. Et c'est ici sans doute qu'est le plus gros problème pour les « européens » du temps présent.

Il ne peut être question de revenir au la-

tin comme langue commune pour parler de l'électronique ou des échanges du marché commun. L'Eglise romaine, elle-même, a considérablement réduit le rôle de la langue qui semblait pourtant étroitement liée à sa volonté de catholicité et d'universalité.

Il ne peut être question de privilégier une des langues nationales pour en faire la langue de l'Europe.

La solution, ici encore, est au niveau d'une multiplicité irréductible mais à l'intérieur de laquelle la communication serait rendue facile: ceci, d'abord par l'enseignement coordonné des langues étrangères dans chaque pays; et aussi, peut-être, et surtout, par l'organisation de la traduction. On parle beaucoup d'universités européennes: mais, en fait, toutes les grandes universités ont un public européen, plus qu'euro-péen: international. Beaucoup plus urgente serait la création d'offices assurant la publication en plusieurs langues, non seulement des chefs d'oeuvre littéraires — ici, les bonnes maisons d'édition s'en chargent — mais des grands ouvrages scientifiques, philosophiques, historiques, économiques, juridiques.

La dimension historique de la culture

3° Ce qui frappe l'historien du XVII^e siècle intellectuel, c'est qu'en dépit de la pluralité des nations et de la diversité des religions, des philosophies, des aspirations, la culture faisait participer les esprits à une histoire qui représentait pour eux à la fois un passé commun de la pensée et un monde de modèles à imiter ou à rejeter.

La réflexion sur le XVII^e siècle nous rappelle, en effet, l'étroite union de la culture et de l'historicité. On met souvent sous l'idée de culture un sens trop exclusivement pédagogique; on parle volontiers comme si l'être de l'homme était une nature et, par suite, comme si la culture était simplement l'art de cultiver cette nature, une espèce de jardinage au niveau de l'humanité. Or notre être est à la fois nature et histoire: comme nature il vit dans les trois dimensions de l'espace, l'espace de la vie quotidienne, de la géographie et de l'astronomie; mais, comme historique, son existence a une épaisseur extra-spatiale, une dimension d'un autre ordre que celles de la géométrie. Qu'est-ce donc que cette dimension historique de notre culture? Par notre culture — adoptons une cé-



Pendant la conférence, Son Eminence le cardinal Eugène Tisserant, Doyen du Sacré Collège et l'Ambassadeur de France près le Quirinal, M. Etienne Burin des Roziers.

lèbre formule de saint Paul — dans l'histoire nous avons la vie, le mouvement et l'être.

Demander quelle peut être la culture de ce que nous nous plaisons à appeler un européen, c'est, on le voit, chercher ce que pourrait être l'histoire à laquelle son être même participerait, l'histoire qui serait, en quelque sorte, la dimension intérieure de son existence.

Ici encore, le XVII^e siècle ne saurait apporter de réponse à nos problèmes: peut-être nous aide-t-il à trouver les directions de la recherche.

4° « L'Europe cartésienne », en effet, présente deux traits que l'on aurait pu croire opposés et qui apparaissent curieusement complémentaires: une culture où l'Antiquité revit dans une permanente actualité et un sentiment de modernité lié à la nouvelle science. Ceci nous pose un problème.

Dans quelle mesure la République contemporaine des sciences, des lettres et des arts reste-t-elle la fille de l'Antiquité commune à tous les peuples de l'Occident? Convient-il de réserver la Grèce et Rome à quelques spécialistes? La question est grave: la Grèce et Rome ont, presque jusqu'au XX^e siècle, été présentes dans la culture des européens: elles habitent la philosophie, l'art, la littérature des divers pays. Pour ce que nous appelons l'europpéen de demain, où commence la culture, c'est-à-dire cette histoire

dans laquelle il aura la vie, le mouvement et l'être? Disons simplement: il n'est nullement évident, comme on paraît le croire en France dans certains milieux, que la culture classique soit périmée, que la Grèce et Rome ne restent pas notre jeunesse.

Europe, pays des sourciers

5° Ce qui est sûr, c'est que la science est toujours moderne. Le XVII^e siècle éclaire le moment où justement la science s'affirme comme moderne par son essence même et suit son chemin. Il y a donc désormais une histoire des sciences autonome et qui va trouver dans son autonomie un prodigieux essor. Ici, le XVII^e siècle nous invite à une méditation sur la conscience européenne dont le sens doit être bien précisé.

A l'origine de la science moderne, il y a Galilée, Descartes, Fermat, Huygens, Pascal, Leibniz, d'autres encore... Il y a peu de temps que s'inscrivent dans l'histoire des sciences les noms des savants qui n'appartiennent à l'Europe ni directement ni par l'intermédiaire des deux Amériques. C'est là un fait. Le constater ne favorise aucun racisme: d'abord, parce qu'il n'y a pas de race européenne, ensuite parce qu'il s'agit des circonstances historiques et non de quelques privilèges obscurément idéologique. L'histoire a été telle que tout a commencé ici; et elle sera telle que tout continuera ici et ailleurs. Il reste pourtant que, devant ce fait, s'il y a une conscience européenne, celle-ci a le droit d'être bonne conscience.

Qu'elle soit mauvaise conscience en considérant tel ou tel aspect du passé occidental, c'est heureux et sain. Mais il en est de la mauvaise conscience comme de toutes les bonnes choses: il ne faut pas en abuser. Pour échapper à une sorte de masochisme européen, regardons l'histoire des sciences dont le XVII^e siècle est l'éblouissant prélude. Si l'expression « conscience européenne » a un sens, c'est-à-dire si elle couvre des sentiments concrètement vécus dans l'action et dans les oeuvres, à côté des bienfaits *mea culpa mea maxima culpa*, il y a un véritable devoir de ne pas oublier, et de rappeler à ceux qui l'oublieraient, que le pèlerinage aux sources des sciences qui sont aujourd'hui le bien commun de l'humanité conduit à la péninsule européenne: oui, celle-ci a été, dans l'histoire du savoir, tout particulièrement au XVII^e siècle, le pays des sourciers.

Henri Gouhier

PIETRO GERBORE

UNE VIE POUR L'EUROPE

Nous publions ci-dessous un article paru dans le quotidien italien « Roma » du 30 décembre dernier et concernant les « Mémoires » de Mme Louise Weiss, journaliste, Femme de Lettres et conférencière bien connue de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire politique de l'Europe.

Il y a un an, j'ai signalé aux quelques lecteurs patients qui me suivent le premier volume des mémoires de Louise Weiss, qui fut, durant les années pleines d'espoir de la Société des Nations *Notre Dame de l'Europe*, l'une des personnalités les plus notoires et les plus écoutées de ce monde composite dont se peuplait, chaque automne, la Salle de la Réforme à Genève. Dans ce premier volume, la brillante mémorialiste décrivait avec élégance et vivacité une jeunesse typique de la grande bourgeoisie franco-alsacienne, austère et probe, intransigeante dans l'observance des archétypes traditionnels et des tabous d'une religion laïque, comme dans la lutte qu'elle menait pour sa propre émancipation.

La véritable école de cette individualiste avait été la première guerre mondiale qui avait fait d'elle un écrivain politique. De l'atroce conflit, elle avait vu, plutôt que le côté héroïque, l'aspect macabre. Et la scène historique de la signature du Traité de Versailles l'avait remplie de pitié pour les signataires, illustres marionnettes qui ne voyaient ni les fils ni les mains qui les faisaient mouvoir. Toute l'Europe en lambeaux faisait pitié. Devenue rédactrice de *l'Europe nouvelle*, Louise Weiss avait appris à regarder l'homme tel qu'il est, en tant qu'espèce zoologique, l'homme dépourvu d'armes naturelles, et qui les remplace par une intelligence spécialisée dans la fraude et la rapine.

C'est un groupe de transfuges de la monarchie austro-hongroise, Masaryk, Benes et Stefanik qui changea son destin. Son juvénile amour pour le héros Stefanik (mort tragiquement au lendemain de la victoire) lui fit prêter attention au monde danubien dont l'écroulement de l'empire avait fait un champ de ruines. Les négociations de paix avec l'Autriche et la Hongrie n'étaient pas encore entamées que déjà elle partait pour Prague, nantie d'un contrat avec *l'Informa-*

tion qui lui garantissait la publication de deux articles par semaine, à 150 francs l'un. Qu'une femme de 26 ans fût envoyée par un journal en mission dans un monde en convulsion, c'était là un événement révolutionnaire dans l'histoire de la grande bourgeoisie française.

Le second volume des « Mémoires d'une Européenne » (1919-1934: Payot, Paris, 1969) s'ouvre avec l'arrivée dans la capitale bohème. Ici, le reportage se hausse aussitôt au niveau de la philosophie de l'histoire. L'officier mis à la disposition de Mme Weiss montre ce qu'était la substance humaine du nouvel Etat. « Le loyalisme de ce capitaine ne pouvait être l'objet d'aucun doute. Il portait un nom tchèque et avait déserté le drapeau de la Double Monarchie, mais je compris vite qu'il avait fui pour ne pas se battre et non pour militer dans les armées alliées ». Dans la résidence de Kolodeje, le Président Masaryk faisait l'inventaire d'un pays dont il n'avait qu'une connaissance théorique. Benes, fin renard, édifiait son pouvoir personnel sous le couvert de la démocratie, en manoeuvrant habilement les majorités parlementaires. Lui aussi se disait apôtre d'une confédération danubienne; mais quand se posait le problème de l'entrée de l'Autriche et de la Hongrie, il se rappelait que les industriels et les agriculteurs nationaux, menacés par la concurrence des produits autrichiens et hongrois, auraient fait crouler sa majorité. Un Français, le général Pellé, avait la situation en main. Son principal adversaire était le ministre plénipotentiaire de la République, Clément Simon. Comme la Tchécoslovaquie et la Pologne se désolaient à cause du bassin minier de Teschen le général Pellé menait une guerre privée contre son homologue de Varsovie, le général Henrys, qui soutenait les Polonais et avait trouvé un allié en Clément Simon.

Après une halte à Bratislava et dans les

villages ukrainiens, Louise Weiss traversa le Danube à pied, sur un pont dépourvu de parapets, et arriva à Budapest récemment libérée de la dictature communiste de Bela Kun. Là, un amiral anglais gouvernait le Danube, tout en se disputant avec son collègue français. Parmi les Hongrois régnait une confusion mentale qui réclamait la dictature. A Vienne, Louise Weiss interviewa Fritz Adler, l'assassin du comte Stuerghk, devenu le champion de l'union avec l'Allemagne. Tandis que l'on mourait de faim à Vienne, à Varsovie le ravitaillement était suffisant, mais Pilsudsky préparait en silence la conquête de l'Ukraine. L'envoyé du *Temps*, Charles Rivet prophétisait: « La grenouille veut se faire plus grosse que le boeuf. Elle éclatera encore une fois... » Voilà l'Europe que Wilson avait libérée!

De retour à Paris, en 1920, Louise Weiss fut incitée à reprendre en main « *L'Europe Nouvelle* », dont le bilan enregistrait un déficit de 400.000 francs or. Au même moment naissait la Société des Nations. Nul ne prévoyait alors que l'amphictyonie mondiale et l'hebdomadaire parisien allaient parcourir parallèlement une même parabole.

A l'Europe, déchirée par ses convulsions intérieures, appauvrie de sang et d'argent par une guerre inutile, deux voies s'ouvraient pour sortir du marécage: l'une conduisait à Moscou et au Komintern, l'autre à Genève et à la Société des Nations. La Russie était un mystère que Louise Weiss voulait pénétrer. La France n'y avait pas encore de représentants et personne ne l'aurait protégée contre les pressions des autorités communistes mais la jeune journaliste, impavide, défia le Sphinx. Ses mémoires sont une véritable galerie de portraits de la première génération communiste, cosmopolite, intellectuelle et polyglotte. Sauf Lénine déjà trop malade et Staline qui ne parlait pas les langues étrangères, Louise Weiss rencontra tous les grands. Kamenev déclama: « L'âme russe était une âme d'esclave. Nous l'avons affranchie ». La danseuse Isadora Duncan, que le succès abandonnait en Occident, était venue en Russie « danser pour le peuple des danses du peuple dans l'esprit du peuple ». Mais elle n'avait pas encore rencontré le poète Jesenine. Alexandra Kollontai commentait un nouveau contrat social: le communisme allait affranchir la femme de ses fonctions maternelles, supprimer la famille « nuisible à cause du gaspillage de temps et de matières premières que suppose son organisation », considérer l'enfant comme une

« unité de travail » et oublier les rapports conjugaux. Lunatcharsky, commissaire à l'Instruction publique, professait une seule foi, la science, avouait une seule passion, la liquidation de l'analphabétisme. Karl Redek, rédacteur en chef de la *Pravda*, se disait le « Jésuite du Parti » parce que « les idées aiment les Jésuites ». Trotsky, glacial et sarcastique, formula des menaces voilées contre l'audacieuse visiteuse.

Peut-être Louise Weiss hésita-t-elle un instant entre les deux voies, mais bien vite sa claire intelligence politique lui indiqua celle de Genève comme la seule praticable. La Société des Nations lui donna la notoriété et lui causa de grandes douleurs.

L'Europe Nouvelle devint la publication la mieux documentée sur les travaux et les idées que l'amphictyonie avait promues. Quand on voulait consulter le texte d'un accord enregistré à Genève, il suffisait de feuilleter sa collection. Ministères, ambassades, rédactions, universités du monde entier s'abonnaient à l'hebdomadaire. Politiciens, diplomates et journalistes cherchaient à faire amitié avec Louise Weiss. Dorénavant quand on voudra étudier ce chapitre de la moderne histoire de l'Europe, il faudra lire ce volume des Mémoires car il contient non seulement une histoire exacte de l'éphémère grandeur et de la rapide décadence de la Société des Nations, mais aussi une galerie de portraits dessinés d'une main sûre guidée par un oeil pénétrant. Constatons une seule lacune: l'absence de Vittorio Scialoja. Est-il possible que cet humaniste, ironique et bienveillant, toujours prêt au calembour, ait échappé à l'attention de la mémorialiste? Le héros de la Chanson de Geste est Aristide Briand, ex-socialiste anticlérical et défenseur d'anarchistes, devenu le grand conciliateur et qui, comme la mémorialiste, avait compris que la clé de la paix, en Europe, était dans les rapports franco-allemands.

Le duel entre les deux nations remontait loin, au règne de Henri II, à l'appui que ce monarque avait accordé aux protestants allemands contre l'empereur et à l'occupation des Trois Evêchés. La maxime d'Henri, *il faut tenir les affaires d'Allemagne dans le plus grand désordre possible*, devint une des armes de choc de la diplomatie française. Jusqu'en 1813, ce sont les troupes françaises qui traversent le Rhin, fusillent les partisans, prélèvent des contributions, dictent la loi. Mais à Leipzig, volte face du destin, et dorénavant c'est la France qui est malmenée par les Prussiens. La victoire de Sadowa

parut aux Français une défaite nationale et le malheureux télégramme du duc de Gramont, le 12 juillet 1870, fut le fruit de cette opinion publique enflammée. En vain des agents comme Benedetti et Rothan avaient conseillé de ne pas chatouiller le monstre dans son antre. En 1870, l'Allemagne, avec des forces armées pourvues de toutes les ressources de la technique moderne et parfaitement dirigées, imprima dans l'âme française sa propre image, celle d'un monstre terrifiant. Le complexe de la sécurité date de cette époque.

En vain, Bismarck essaya de consoler le vaincu avec un empire colonial qui ne le cédait qu'à celui des Iles Britanniques. L'Alsace-Lorraine resta le symbole d'une condition d'infériorité que le Pays n'acceptait pas, la cause d'une agitation nationale qui tenait à son tour les âmes allemandes en alarme. De 1870 à 1914 deux hommes travaillèrent à la conciliation, Jules Ferry et Joseph Cailiaux, mais furent emportés par le chauvinisme. Louise Weiss pense qu'une troisième occasion se présenta en 1924, au lendemain de l'occupation de la Sarre, quand l'industrie allemande, lasse d'une inutile résistance, était prête à s'entendre avec le vainqueur.

Mais cette entente supposait non seulement la collaboration économique, mais aussi la renonciation aux futilités orientales. La Pologne aurait dû renoncer au « corridor » de la Tchécoslovaquie et accepter l'Autriche et la Hongrie dans une confédération danubienne. En 1923 Poincaré ne fut pas assez audacieux, souple et clairvoyant, pour saisir cette occasion au vol. Après lui, Briand ne fut pas assez fort pour combattre le chauvinisme partout renaissant.

Jusqu'en 1933, Louise Weiss a été la spectatrice vigilante, informée et de plus en plus mélancolique d'une lutte inutile. Quand le Japon et l'Allemagne se retirèrent de la Société des Nations, elle considéra que la bataille était perdue et donna ses démissions de l'*Europe Nouvelle*. Aussitôt le vide se fit autour d'elle. Elle était seule dans la vie, la politique l'ayant virtuellement privée des réconforts de la famille. A quarante ans, elle pouvait croire à la faillite de sa mission. Mais ce n'était en réalité que la fin d'un chapitre et le début d'un autre, que nous lirons dans le troisième volume de ces Mémoires qui resteront comme la véridique histoire d'une époque et la vivante fresque d'une société.

Toujours à propos des deux ALLEMAGNES

Extrait du rapport sur l'état de la nation présenté par M. Willy Brandt, au Bundestag le 14 janvier 1970.

Au nom du Gouvernement fédéral, je puis déclarer que notre attitude s'inspire d'une appréciation froide et réaliste de la situation. C'est-à-dire que le Gouvernement fédéral aborde les négociations avec l'Union soviétique, la Pologne, la R.D.A. et d'autres États, avec la ferme volonté de négocier sérieusement tout en souhaitant une évolution aussi positive que possible; qu'il ne se fait pas de faux espoirs sur les difficultés de ces négociations; et qu'étant donné les fermes positions qu'il a et qu'il maintiendra, il n'est pas exclu que ces efforts échouent, encore qu'il ne le souhaite absolument pas.

Si nous avons commencé, après les horreurs de la guerre, à briguer aussi la confiance à l'Est, c'est là une mission à la fois grande et difficile. On serait tenté d'accuser de pusillanimité et de manque de patriotisme celui qui, face à cette mission, demande: que recevez-vous en échange?

Rendre la paix plus sûre pour notre peuple tout entier, n'est-ce rien? A l'amitié avec les peuples de l'Ouest, du Nord et du Sud ajouter la confiance, la réconciliation et puis aussi l'amitié avec les peuples de l'Est, n'est-ce rien? Et l'Allemagne elle-même n'aurait-elle pas alors plus de sécurité et une meilleure paix? Ses habitants, chacun en particulier, n'en profiteront-ils pas? Et pour le dire en un mot: parce qu'il y aura moins de peur; parce que les charges seront moindres; parce que des gens pourront se revoir qui n'avaient pu se voir pendant des années; parce que deux personnes habitant l'un et l'autre des deux États en Allemagne, séparées aujourd'hui par une contrainte inhumaine, auront peut-être la possibilité de se marier.

Tels sont les critères auxquels se soumet le Gouvernement sans illusions, en pleine conscience des difficultés, de la longueur du chemin à parcourir, d'un risque qui est bien calculé. Telle est la tâche que nous osons assumer parce que nous sommes sûrs de nous et parce que nous avons de bons amis.

Michel de la Ventolière

L'EUROPEISME DE L'ABSURDE

ou

La difficulté d'être Européen

Voici que les Six sont tombés d'accord pour proclamer que l'élargissement du Marché Commun est une nécessité au moins aussi urgente, sinon plus, que son achèvement et son renforcement. De nos jours, il paraît que les truismes, les vérités de la Palisse et les pensées du président Mao ne sont pas les seuls assassins du bon sens; il y a aussi le paradoxe, l'absurde et le cafouillage intellectuel qui s'ajoutent aux maux de notre siècle afin de parfaire sa laideur et sa bêtise sublimes. En d'autres mots, les Six nous demandent maintenant de croire que les bébés doivent apprendre à courir avant de marcher. On s'attachera donc à nous mettre à l'école de l'absurde pour nous habituer à une vérité fabriquée comme un pudding d'un peu d'opportunisme politique, un peu de dilettantisme européen et beaucoup de manoeuvres dont la publicité ne sent que trop la vieille maladie de ceux qui n'ont rien appris et rien oublié depuis le siècle passé.

Contre la volonté du peuple britannique, contre l'évidence historique et contre les intérêts même du chétif Marché Commun, l'Angleterre sera donc trainée de force dans ce que l'on appellera encore Communauté européenne.

Une diplomatie vétuste
qui emprisonne
encore
l'atmosphère de l'Europe

Je me penche donc à nouveau sur ce douloureux sujet européen tout en rendant hommage à la diplomatie britannique qui, vétuste comme elle est, a réussi à empoisonner l'atmosphère de l'Europe occidentale et se prépare à porter le coup de grâce à ce que nous prenions pour gage de l'avenir.

Dans un article publié en janvier 1967 dans ce Bulletin même, sous le titre « *Quand l'An-*

gleterre comprendra », il était dit que l'Angleterre s'excluait de l'Europe par son passé d'actions politiques anti-européennes et par sa mentalité présente. Puissance marginale à l'Europe, l'Angleterre, comme d'ailleurs la Russie, aurait à refaire d'abord le chemin de l'Europe et à offrir des garanties quant à l'avenir, avant de se voir considérée « de retour » au sein de la spiritualité européenne.

Mieux encore, en juin 1968, toujours dans notre Bulletin, M. Enoch Powell, cet éminent leader conservateur derrière lequel se trouve la majorité des Britanniques, définissait honnêtement, dans une interview, la politique étrangère de son pays, dans les termes suivants:

« La préoccupation éternelle de la Grande-Bretagne est avec la partie adjacente du Continent européen, partie qui ne doit pas lui devenir (ou dans le pire des cas, lui rester) hostile. Elle a donc toujours cherché un équilibre des forces dans — et au delà — de l'Europe, équilibre qui aurait pu assurer ceci. Cette attitude fondamentale a été obscurcie par trois causes:

1) *l'Empire des Indes, qui a fait que « la Route des Indes » devienne une préoccupation au moins aussi importante que celle qui concerne la sécurité de la Grande-Bretagne, elle-même.*

2) *l'Empire mythique sur lequel « le soleil ne se couchait jamais », qui a fait que la Grande-Bretagne a tourné le dos à l'Europe.*

3) *La liaison avec l'Amérique, une invention confortable destinée philosophiquement en partie, à remplacer l'Empire ».*

Cette définition de la politique étrangère britannique est certainement la plus concise, mais aussi la plus complète et aucun traité d'histoire ne saurait y ajouter quoi que ce soit. Elle relève les causes et les effets d'une politique aussi bien que les fondements d'une mentalité nationale formée à travers presque trois siècles. Dans cette in-

terview, M. Enoch Powell avait ajouté au sujet des garanties que l'Angleterre devrait fournir à l'Europe:

« Quand les Britanniques comprendront que l'Empire des Indes, l'Empire mythique et la liaison avec l'Amérique n'existent plus, alors il n'y aura plus besoin de garanties envers l'Europe ».

Honnêtement et non pas sans grandeur, M. Powell reconnaissait que les causes de l'impossibilité d'entrer dans la Communauté européenne se trouvaient dans l'esprit même des Anglais, esprit qui se trouve à la base de leur politique étrangère en général et européenne en particulier.

Pourtant, moins de deux ans après cette confirmation de l'un des plus éminents hommes politiques anglais, les Six sont en train de nous apprendre que l'Angleterre est tellement nécessaire à l'Europe que le délai de quelques mois jusqu'aux négociations paraît mortel pour la Communauté.

De quelle Angleterre s'agit-il donc et de quelle Communauté sont en train de parler les Six?

S'agit-il de l'Angleterre dont M. Powell a si clairement décrit la politique étrangère? Si oui, où est la Communauté que ce pays paraît pouvoir sauver en y entrant? Si, toutefois, il s'agit d'une autre Angleterre, une Angleterre que les Six paraissent avoir découverte pendant la nuit ou mieux comprise que M. Powell, que tous les Conservateurs et environ 64% des Britanniques, par quel miracle, ou grâce à quels intérêts obscurs cette découverte a-t-elle été possible?

Une Sainte-Alliance qui n'a rien d'euro péen

Oui, nous savons qu'aucun Anglais sain d'esprit ne croit encore à la « Route des Indes » mais nous savons quand-même que la politique de Westminster reste toujours attachée à la théorie de la présence au delà de Suez. L'Angleterre dépense plus d'argent et plus d'énergie pour assurer une présence précaire au delà de Suez et un faux-semblant de grande puissance que pour rassurer l'Europe. L'Empire mythique n'existe pas non plus, mais dans la psychologie politique anglaise il y a cette fiction qu'on appelle Commonwealth, fiction au nom de laquelle

le Marché Commun aura à protéger les intérêts commerciaux de maints pays d'expression ou d'invention anglaise. Quant aux liens spéciaux, quoiqu'ils n'existent que dans l'imagination des Anglais, dans la pratique et lorsqu'il s'agit de l'Europe, ils font une bonne monnaie pour le grand capital américain.

Personne ni en Angleterre ni en Europe, ne doute que la définition de M. Powell soit vraie et personne encore n'a eu le courage de suggérer que des changements radicaux aient eu lieu dans l'ensemble de la conception politique européenne anglaise. La position des Conservateurs à ce sujet, la majorité travailliste anti-européenne et le fait même que le sondage de l'opinion publique n'a trouvé que 36% des Britanniques en faveur de l'entrée dans le Marché Commun, ne font que confirmer la situation. Nous ne pouvons que conclure qu'à la Haye les Six ont pris une décision sous l'influence d'une Sainte Alliance qui n'a rien d'euro péen.

Le péché d'orgueil de M. Willy Brandt

Nous, les Européens, qui le sommes de par notre vie, de par notre passé et de par nos aspirations, commençons à avoir des doutes sérieux quant à la manière dont les destinées de l'Europe sont envisagées. Et pour cause: nous avons commencé par entendre que les Cinq étaient prêts à consentir les subventions dont l'agriculture française aurait besoin, à condition que la France accepte l'élargissement avant l'achèvement et le renforcement; ensuite, la presse anglaise nous a appris que la France avait accepté le marché et que l'Allemagne représentait les intérêts de Westminster à la Haye. Enfin au sommet de la Haye nous avons pu entendre le Chancelier allemand proclamer avec emphase que le peuple allemand attendait qu'il rentre de ce sommet avec une décision précise au sujet de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun.

Depuis les iours mémorables du blocus de Berlin, M. Willy Brandt s'est acquis l'admiration de millions d'Européens et même ceux qui ne partagent pas ses idées politiques étaient enclins à voir en lui un homme d'Etat de grandes possibilités. Quelle ne fut pas la stupeur de ces Européens d'entendre M. Brandt tenir à la Haye un lan-

A BRUXELLES

Les Six et l'Europe verte

gage digne d'une réunion politique de quartier. M. Brandt voulait une décision immédiate et pour ce faire, faute d'arguments, il a utilisé la rhétorique, l'euphémisme et la grandiloquence de parti. Eût-il parlé devant une assemblée politique dans une banlieue quelconque, l'effet réthorique aurait mérité les applaudissements les plus sincères. Mais au sommet de la Haye c'était le Chancelier qui parlait et devant des hommes d'Etat. A ce niveau-là, on ne pratique pas la rhétorique, on n'emploie pas d'arguments émotifs et on n'évoque pas tout un peuple qui « exige » ou qui « attend » telle ou telle chose, car à ce niveau-là on sait et on admet que ce sont des fictions qui habillées de rhétorique font hurler l'assistance de plaisir. S'il y a une chose que le peuple « attend » de ses hommes d'Etat, c'est que ses intérêts soient bien défendus — rien d'autre — car nous savons que le peuple ne fait pas de philosophie, ni bon marché ni supérieure au delà du bon vieux proverbe — *Jeder ist sich selbst der Nächste*.

Si par un effet rhétorique M. Brandt a voulu convaincre l'Europe que le peuple allemand attendait de lui qu'il représente M. Wilson à la Haye. c'est qu'il commet un péché d'orgueil politique tout en montrant qu'il se fait une piètre idée des Européens en général.

Tout ce que nous avons gardé de son intervention ce fut la tristesse de constater, peut-être à tort, qu'à la Haye on a marchandé et que faute d'arguments positifs, on a un peu trempé dans la pratique des réunions politiques de quartier. A partir de ce point, tout sera possible et l'Europe s'estompera de plus en plus dans le coeur et dans l'imagination de nos hommes d'Etat.

* * *

Loin de marquer un progrès, le sommet de la Haye vient de consacrer la confusion que les Travaillistes pratiquent depuis des années: le Marché Commun c'est l'Europe et l'Europe finira par se transformer en une vaste zone d'échanges plus ou moins libres. Dans cette Europe-là, l'internationalisme deviendra instrument de gouvernement et le cosmopolitisme mâtiné de libéralisme anglo-saxon tiendra lieu d'idéal.

Mais ce que le sommet de la Haye nous a appris de plus douloureux c'est qu'il est difficile d'être Européen, même quand on est homme d'Etat de l'Europe.

L'Europe verte a toujours été, dès les débuts de l'existence de la Communauté, un gros écueil. Les raisons ne sont que trop évidentes. Les Six Pays ne disposent pas de ressources agricoles équivalentes et, surtout, les structures sociales conditionnées par ces ressources inégales et par les méthodes d'exploitation traditionnelles, tout en étant très différentes d'un pays à l'autre sont aussi les plus difficiles à modifier et à moderniser.

Quoi qu'il en soit les 6 Pays ont fait preuve de bonne volonté en signant le 22 décembre dernier, à la Haye, un accord accompagné d'un calendrier détaillé des travaux destinés à mener à bonne fin la création de l'Europe verte.

Le point essentiel

Le point essentiel des travaux est sans doute constitué par les négociations au cours desquelles les Pays membres de la Communauté doivent se mettre d'accord sur les conditions dans lesquelles la Grande Bretagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège entreront dans le marché Commun. Le calendrier prévoit que les travaux préparatoires devront être terminés avant le 30 juin prochain, pour que les négociations proprement dites puissent commencer dans le courant de l'été.

Ce délai sera-t-il respecté? On l'espère mais les premiers contacts pris à Bruxelles en Janvier, au Conseil des ministres des Six, ont été assez décevants. En effet il existe bien des points sur lesquels les points de vue diffèrent entre les Six partenaires et il serait à souhaiter que ces divergences soient aplanies avant que l'entrée de la Grande Bretagne soit mise en cause.

Mésentente financière

Avant même d'aborder les difficiles problèmes de détail, les Six se trouvent en désaccord sur la question des règlements financiers. L'Allemagne fédérale et l'Italie sont hostiles à un accroissement du volume des dépenses, contrairement à la France. D'autre

part, et toujours contrairement à la France, les cinq autres partenaires seraient désireux de voir accrus les pouvoirs du Parlement Européen. Celui-ci devrait en effet, selon

eux, contrôler le futur budget communautaire et la France estime que cette mesure est trop « supranationale ». Certains voient là un héritage du gaullisme.

LES SIX ENGAGÉS DANS LA COOPÉRATION MONÉTAIRE

Les Six et la coopération monétaire

La coopération monétaire entre les Six est enfin engagée, c'est la grande victoire des réunions de Bruxelles de la fin janvier. Les Ministres des finances travaillent plus vite que leurs collègues de l'agriculture et des affaires étrangères: ils n'ont pas mis plus de six heures pour conclure un accord dont ils se sont tous félicités. Réunis le 26 janvier, les ministres des finances et des affaires économiques du marché commun ont abouti à un accord substantiel sur plusieurs des chapitres du plan Barre de coopération économique et monétaire. Ce plan, proposé par la Commission européenne dont M. Raymond Barre est le vice-président, au mois de février 1968, avait été approuvé en principe en juillet dernier.

Vers une monnaie européenne

Dès maintenant, chacun des six pays va pouvoir compter, en cas de difficultés de balance des paiements, sur un concours monétaire à court terme immédiat.

C'est un premier élément de solidarité monétaire entre les Etats membres du Marché commun. Un soutien à moyen terme, cinq ans environ, est prévu et devrait être adopté en juin. Les Six se sont mis d'accord sur la politique de conjoncture à mener pendant les prochains mois. Un plan européen à moyen terme (1971-1975), avec des objectifs chiffrés, va être établi pour l'automne prochain.

La Commission européenne prépare, sur la demande des chefs d'Etat et de gouvernement, un plan par étapes qui doit aboutir à l'union monétaire.

La monnaie européenne était, hier encore, une perspective lointaine. Elle s'est aujourd'hui nettement rapprochée.

Le plan Barre

Le plan Barre comportait quatre chapitres:

● *Les consultations en matière de politique conjoncturelle.* — Elles auront lieu préalablement à toute décision ou mesure importante d'un Etat membre ayant une influence sur l'économie des autres pays du Marché commun ou sur son propre équilibre interne ou externe, ou risquant de provoquer un écart notable entre l'évolution de l'économie d'un pays et les objectifs à moyen terme définis en commun. Au cours des derniers mois, de telles consultations ont déjà eu lieu, par exemple avant l'adoption du plan de redressement français, au moment où le mark était flottant ou lorsque le gouvernement belge a décidé de demander le report de la date d'application de la T.V.A.

● *La coordination des politiques à moyen terme.* — C'est la clé de voûte de l'ensemble. La dévaluation du franc et la réévaluation du mark ont sans aucun doute pour origine les politiques économiques divergentes et objectivement inconciliables menées par Paris et par Bonn depuis 1963. Il convient donc que les gouvernements de la C.E.E. choisissent d'un commun accord des politiques économiques qui soient compatibles entre elles.

La Commission européenne a donc été chargée d'établir, pour l'automne un projet de programme à moyen terme allant jusqu'en 1975, quantifiant les objectifs et définissant les principales actions structurelles qu'il conviendra de mener, soit à l'échelon communautaire, soit à l'échelon national. Il sera ainsi possible d'assurer la coordination de la programmation européenne et la préparation du VI Plan.

● *Le soutien monétaire à court terme en faveur d'un pays en difficulté.* — Il s'agit là de l'élément apparemment le plus spectaculaire de l'accord. Les gouverneurs des banques centrales des Six s'étaient déjà entendus à ce sujet, mais, manifestant une prudence bien compréhensible, ils ne souhaitent pas que le système puisse être appliqué tant que les Etats membres ne seraient pas d'accord sur la coordination de leur politiques économiques...

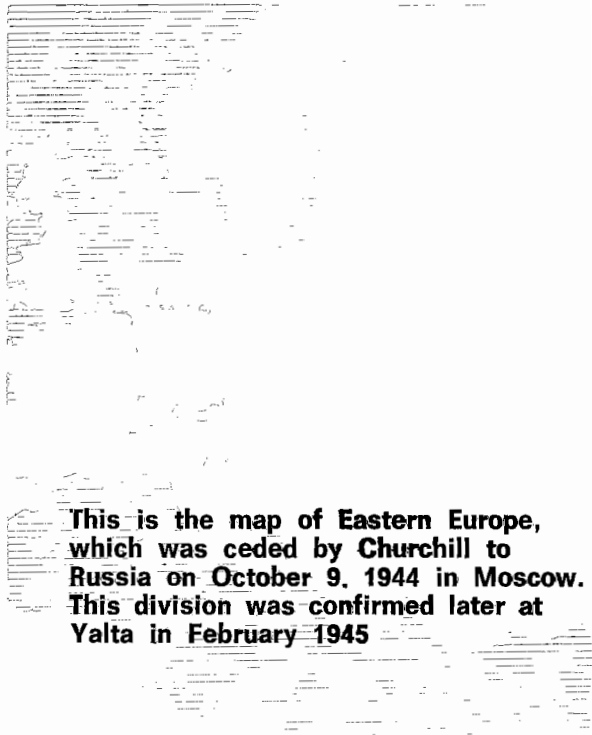
number 2

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW • BULLETIN EUROPEEN •

ROME

FEBRUARY 1970



This is the map of Eastern Europe, which was ceded by Churchill to Russia on October 9, 1944 in Moscow. This division was confirmed later at Yalta in February 1945

P O L A N D

The Situation in Polish Forestry

When Poland regained its independence in 1919, it had an endowment of 24,131,900 acres of woodlands, 85 percent of which represented productive forest. Straight-boled pine predominated. With 70 percent of its forests in private ownership, the republic set about developing an industry that, experts predicted, could maintain an annual production of 667.5 million cubic feet of timber without lasting detriment to its resources.

Since the total estimated domestic demand then amounted to about 557 million cubic feet, it was expected that Poland could export about 90.5 million cubic feet of timber a year at peak production levels under the most favorable circumstances. The navigable Vistula and its principal tributaries, the Bug and the Narew, linked by canals to the Dnieper and the Memel, made timber export quite feasible.

Danzig and Gdynia became vital timber ports as the government lifted export

restrictions on all but railway timber. A score of sawmills opened in Danzig to serve the trade. Within a decade, the young republic was engaged in a booming export trade in raw timber, which reached a peak in 1927-28.

By then, the state had already begun effective surveillance of all timber holdings, more than half of which were still in private hands, to ensure rational exploitation. It insisted on an officially approved management plan and production program for forests in every region, regardless of ownership.

What Poland most keenly lacked in this period was a highly developed domestic wood-finishing industry on which to base its production and trade. As a leading exporter of unworked wood, it could and did hold its own in competition with such lumber giants as the Scandinavian countries, but when the Soviet Union moved into the world market, Poland began to lose ground.

Soviet exports, five percent of the total traded on European wood markets

in 1926, reached 30 percent in 1930. This movement depressed prices by 50 percent, with severe repercussions on the economies of Poland, Sweden and Finland.

Poland pinned its hopes of recovering its former position on a three-point program: development of an export system based on a cartel; liquidation of its inventories and a virtual halt on fellings, so as to gain the time needed to increase its resources; and reform and modernization of its railway transportation system. Efforts on all three fronts were largely successful.

In the course of developing its domestic industry, however, Poland was not so fortunate. The salient example was an unhappy venture in which the state backed Ivar Krøger, the Swedish financier, aided him with an investment of \$6 million and granted a 20-year monopoly to his interests in 1925 to develop match production. The Krøger empire collapsed entirely in 1932.

The Fortunes of War

The country, reformed within new boundaries, emerged from World War II with little more than 16 million acres of forest, and it has taken more than 20 years to increase this to 20.16 million acres. Species distribution had also changed considerably to Poland's disadvantage.

Whereas 25 percent of its marketable holdings between the wars were hardwoods (beech, oak, poplar and alder), only 15 percent of these stands returned to Polish control in 1945. The softwood yews and larches began disappearing as species, the valuable Norway fir, spruce and pine of the Eastern Districts fell to the Soviets and the seven central Polish provinces that formed the 1939-45 General Government were denuded of as much as four billion cubic feet of choice lumber by the German occupation. Moreover, what stands Poland gained from

Nonetheless, Poland did manage in the generation before World War II to develop a fair-sized wood-finishing industry. By 1929 it had almost 1,500 active sawmills employing close to 39,000 workers, 29 bentwood furniture factories employing 6,082, 11 match factories, 76 paper mills employing 8,500, some 20 regular furniture factories with 10,000 workers, and sundry other industrial plants employing close to 700—a total of nearly 68,000 workers. This represented about nine percent of all persons then employed in Polish industry and agriculture.

Poland generally kept within its projected wood production limits during the 1930s, cutting just over 600 million cubic feet of wood annually, which, because of transportation expenses involved, played no appreciable export role. Of this, 55 percent was timber and 35 percent firewood. The country made some strides toward regaining its export position, but these were interrupted by the outbreak of World War II.

prewar Germany in the west were generally inferior to what it gave up to USSR. The Soviets also managed to seize Poland's largest and best sawmills and plywood and veneer factories.

The total damage to Poland's forests and wood industries, estimated at more than \$1.25 billion (gold), ensured that forestry in that country would not be the same again in this century. The country adapted to the new conditions by reducing its annual cut to 280 million cubic feet, closing many of its 2,573 sawmills and concentrating on the manufacture of pressed wood boards, chemical derivatives and bentwood furniture for export. Annual timber exports, mainly to Great Britain and Hungary, did not exceed one million cubic feet.

The burgeoning paper industry of prewar years was gone, and Poland had to import almost \$20 million worth of paper

from the West in 1953-54, using half its hard-currency earnings from the export of its wood and wood products.

The only bright spots in this picture were the bentwood furniture industry, centered at Radomsko near Czestochowa which had exceeded prewar production levels by 1955, and its basketweaving industry, a traditional, if tangential, cottage enterprise.

Poland still hesitates to admit the full extent of its wartime losses, since the Soviet Union is so heavily implicated. A 1964 study put these at nearly 2.65 billion cubic feet of timber and estimated the woodland property losses to be 28 percent of the value of prewar assets. "Also particularly hard hit were our western and northern territories restored to Poland after the war", it noted. In the timber industry, 77 percent of the enterprises were ruined".

In fact, eastern boundary changes also cost Poland the richly timbered voivodships of Polesie (32.2 percent forested), Wilno (21 percent), Stanislawow (33.7 percent), Nowogrodek (23.5 percent), Wolyn (23.5 percent), Lwow (23.2 percent) and Tarnopol (14.5 percent)—a total of about 12 million acres of forest.

Another significant change lay in the new proportions of state and private ownership. Whereas the Polish state in 1937 possessed more than 7.7 million acres of forest, close to 13.4 million additional acres were still in private hands. The Polish People's Republic by 1966 had control over more than 16.4 million acres of state forests, while "nonstate" interests held title to about 3.76 million acres. In the same year, 360,000 acres were restored or afforested, close to 256,000 of these being under state management.

Some Current Problems

Polish forestry, set back by more than a generation by the results of World War II, is grappling with a number of problems. Moreover, forest-conscious economists are up against bureaucrats

who are more absorbed in enlarging and developing Poland's store of more "modern" materials. To help it maintain minimum standards of expertise, the Ministry of Forestry and Lumber Industry can draw its cadres from higher schools of forestry engineering in Warsaw, in Poznan and, since the war, in Cracow. (The Polytechnic Institute in Lwow was absorbed into the Ukrainian Soviet Republic at the end of the war.)

The war's devastation and the attraction of more modern, better-paying industries have created a labor shortage in forestry. At the end of last summer, a district party committee in Pomorze complained about the lack of skilled manpower for its forest enterprises:

What is the main problem? Lack of enough hands, partly because the new pension age is 60, not 65. We also face the handicaps of poor machinery and insufficient replacement parts. There is a dearth of protective clothing: rubber boots, etc. There is not enough needed investment in foresters' houses and repairs. There is neglect of social problems: lower wages compared with other groups.

This is not limited to one district. Tuchola is a good example of a country-wide situation. In view of this lack of workers, it would be reasonable to have more mechanization. Although requested, this has not been supplied to date. Better safety equipment would eliminate much sickness and absenteeism.

To improve old-age pensioners' conditions, they should receive half-fare privileges on railways and wood-supply bonuses. There is a lack of public health personnel for the forestry workers, and poor housing conditions. The men are looking to the voivodship leadership for help.

Poland's fixed forestry assets were estimated last year at 21.1 billion zloty (about \$5.3 billion, at official exchange rates), 16.9 billion zloty (\$4.2 billion) of which is in the socialist sector. The socialist forestry enterprises employed about 181,000 persons in 1967, most of

them as seasonal workers. State investments in forestry that year came to 654 million zloty (\$163.5 million), and the total timber harvest to nearly 614.5 million cubic feet, considerably less than in the immediate postwar years.

Poland is embarked on a rational exploitation of its forest resources, due in part to forestry's significance for Polish agriculture. However, a good deal remains to be done. **Slowo Pows-**

zechne (Warsaw, October 5-6, 1967) noted: "Almost 40 percent of the agricultural area in Lublin and Kielce is endangered by erosion, and a fifth of the cultivated area in the whole country is similarly endangered... What we need... is improvement of the forest area, especially in the agricultural territories. We need 400 million new trees in the entire country—four times the last eight years' new plantings."

A YUGOSLAV IN WARSAW

EXCERPTS FROM A JOURNALIST'S NOTEBOOK. FROM POLITIKA (BELGRADE)

The first sentence I heard in Poland was: **Prosze pana** [Please sir, I beg you sir], **this way!** The last sentence at Warsaw Airport was: **Prosze pana, exit number four.**

It is truly a pleasure to listen to the carefully formulated, brilliant, polite sentences used by the Poles both among themselves and in addressing foreigners. Sometimes, you understand only later the real meaning of one of these sentences—only after you have freed yourself of the impression it has made on you.

For instance, after not receiving the meat I had ordered: **I hope that pan has been in a distinguished restaurant before and that pan understands how improper it would be to serve him raw meat. Dziekuje** [Thank you].

* * *

In an elevator:

Please may I ask pan to throw away his cigarette voluntarily although he has just begun smoking. Pan need only say what kind of cigarette it is and we shall compensate him for it, prosze pana.

* * *

A young Pole who wasn't accepted as a student wrote to the Rector of Warsaw University. His letter is characteristic:

I dare be worthy to address one of

your great wisdom concerning a matter of extreme significance for me. I had intended to study. I passed the required entrance examinations, prosze pana, but was not matriculated because I did not receive enough of the points allocated on the basis of one's origin. Why did I not get these points?

My father, prosze pana, was for many years an ordinary worker, prosze pana. He worked very hard and received the Order of the Best Railwayman. By his hard work, he became a switchman, prosze pana, and he continued to work hard and to study. Finally, he was appointed station master, prosze pana, and was pensioned in that position. This is why I did not receive the same points as children who come from workers' families. Had he, prosze pana, not worked so hard, he would not have become station master and I could now study. Please allow me to state that, in my opinion, my father—judging by the living habits of our family and by our income—did not tragically separate himself from the working class.

* * *

If a Polish friend has promised to organize a meeting for you with an important person and fails to do this—due to lack of time or because he believed it would not be useful—he usually will not tell you the unpleasant news directly but will offer some other help in the future:

Anytime, prosze pana.

I was received cordially by the editorial board of **Kino** [a Warsaw film journal], although they had no obligation toward me. I was given a copy of their journal and was promised that they would arrange an interview for me with a film director.

It appeared that the film director I wanted to meet had extended his vacation in Masuria, otherwise the editor was firmly convinced that **pan director would have been extremely happy to talk with an esteemed journalist from Yugoslavia, who is dear to all of us. If, however, the editorial board of Kino could help pan Ivanovic any other time, they would be extremely happy to. Dziekuje.**

* * *

At a reception, I was introduced to the Director of Interpress, who said:

I am happy to have been introduced to you, pan; friendly contacts cannot be replaced; certainly pan is of the same opinion?

Absolutely.

How is pan getting accustomed to Warsaw? Does pan need any help, any contacts with our writers, politicians, scientists? Pan need only say so.

I said I would like to talk to two writers.

Prosze pana, does pan wish to talk with a specific writer or with any writer?

I told him the names of the writers. Regarding the first writer I named, the Director said:

Anytime pan wishes, we can arrange a meeting.

After hearing the name of the second writer, he stopped for a moment, then, remembering what he should say, he remarked:

We do not have any contact with this pan, prosze pana; we have lost his telephone number.

Is there any chance you can find it?

Not in the foreseeable future, prosze pana. However, if pan would like to talk to any other writer, pan can count on our help, prosze pana.

* * *

We took our places in a Yugoslav Caravelle—and we heard the voice of our dear homeland:

Comrade, take your junk down from that shelf and place it under your seat. The man beside you did not take his seat in order to have your luggage fall on him!

« Mark my words or you'll pay with your head! »



Urzica (Bucharest)

From East European Sources

Next steps for Czechoslovakia's Economy

Andrej Lantay, chairman of the Slovak Institute of Economics, prescribes a transitional system of economic management for Czechoslovakia. Excerpts from Nove slovo (Bratislava).

The urgent problems of the national economy and of our whole society have to some extent diverted attention from the economic reform.

The directive issued by the Czechoslovak Communist party Central Committee at its May Plenum defined the main lines to be followed in various sections of social life. Up to now, however, our approach to the solution of these questions has not been uniform—particularly with regard to the manner in which the reform should be carried on.

The federal government and the national governments' policies are to follow two lines. The first consists of economic and political principle and is of a permanent nature. The second involves immediate measures, based on our existing legal system and institutions, and is designed to increase the state's directing and regulating functions, to create conditions more favorable for production, and to set the initial preconditions for the country to tackle economic and political measures, particularly to advance our consolidation program...

The party documents clearly state that we are not going to revert to methods of administrative management. Nevertheless, certain indications of a return to such methods are clearly discernible.

This makes it essential that we settle in principle the fundamental questions of strategy and tactics in the economic reform as soon as possible. It is necessary to abandon the continual improvis-

ation and piecemeal approach of current months...

It is important to distinguish clearly between exceptional measures forced on us by the present economic situation... and the development of the economic reform. Otherwise, the risk would arise that administrative measures employed in an exceptional situation might become a permanent, detrimental feature of the system of management. Tendencies of this kind can already be discerned.

In elaborating the tactics for this period of transition, we will have to take the following circumstances into particular consideration:

One, the Czechoslovak economy itself will require a special, provisional system of management during the period of consolidation.

It must be made quite clear that, in this period, the principles of the economic system of management cannot be fully applied. Czechoslovakia will have to follow a system in which the influence of the state's central agencies will be stronger, control will be more clear-cut and the personal responsibility of executives in the enterprises and on general management boards will be greater *vis-à-vis* the state agencies concerned.

It would be wise to arrange this temporary system into a logically rounded whole and enact it into a special law.

Two, it is essential to recognize the temporary character of this system of management and limit its duration to the end of 1971 or 1972. One must realistically assume that the economic system of management cannot be elaborated and put into legal effect by January 1,

1970 without the risk of dangerous improvisation.

Even if this were possible, the current economic situation would make its effective operation impossible. The enactment of a provisional system of management would offer two advantages: more time would be available to determine the further course of the economic reform; it would ensure that the existing state of affairs is temporary and does not mean a return to the administrative-and-directive methods of management will be consistently implemented as soon as the necessary conditions are firmly established.

Three, the system of management to be followed during the period of transition should neither predominantly nor exclusively bear an administrative stamp; only when it is unavoidable will directive methods be used. It is important, however, that the methods used should not unduly interfere with the economic system and should be included in a law of limited duration:

Four, even during the period of consolidation, the economic reform must be implemented whenever this is feasible.

The conditions for fostering a spirit of enterprise ought also to be created during the time in which the state's central agencies take responsibility for the consolidation and development of the country's economy and ensure execution of the plans.

This spirit should be promoted, for example, with respect to small socialist business firms, in the utilization of opportunities for decentralization in socialist enterprises and in the use of economic regulators where a relative equilibrium of the market warrants it and where it can be expected that these regulators will be effective.

It is necessary to establish the conditions for a revival of small business firms through legal regulations, tax adjustments, the organization of material supply and financial support by means

of credits. On the other hand, harsh measures against "moonlighting" and illegal small businesses, generally, ought to be introduced.

Decentralization ought also to be achieved in some large state and cooperative enterprises where concentration unnecessarily inflates the administrative apparatus and where it is unimportant in the economic and technical sphere, e.g., in restaurants, in cooperative production, etc.

Five, the system of economic planning in the CSSR as envisaged in connection with the economic reform presupposed a functioning economy in which market relations would be operative and a relative equilibrium would exist. During the period of consolidation it will be necessary to resort to exceptional methods of planning, in the way that is anticipated for the 1970 annual plan.

The tenets of the annual plan ought not, in principle, to clash with the development of the system of management and they should include the exertion of more intensive central influence. Economic planning is not to become an instrument of central, directive enterprise management; on the other hand, it ought to comprise a system of binding targets, binding limits and binding priorities.

Six, the concept of the system of management during the period of consolidation must not put obstacles in the way of consistent implementation of the economic reform after the necessary preconditions have been established. The emergency measures to help the center establish an economic equilibrium must not depart from the principle of the reform but rather must remove the obstacles in the way of the economic system of management.

The Reform as an Institution

Although it is impossible to complete the economic reform within a short space of time, it is essential that the ideas

about its prospects—about the targets it should set, the means to be used and the stages in which it should be implemented—be put on a stable basis.

The need for a clear and concrete viewpoint on the economic reform and, particularly, confirmation of its basic principles is, in my opinion, of prime importance. These principles will have to be precisely stated and formulated.

Essentially, this will involve the fundamental ideas of the document entitled "The Main Trends in Perfecting the Planned Management of the National Economy", which the 13th Czechoslovak party congress approved. Moreover, it is important to arrive at a complete understanding of economic reform as outlined by the 13th party congress.

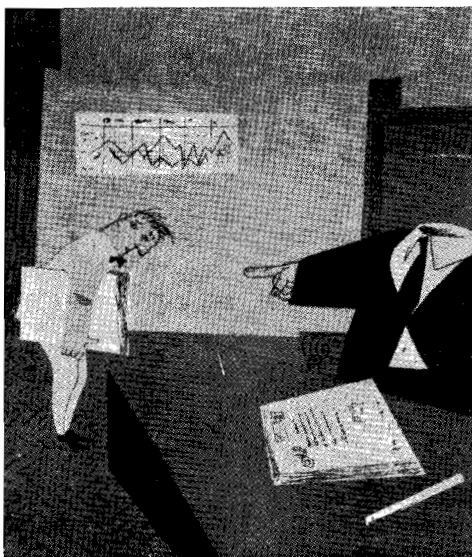
This concerns the creation of a complex mechanism for running the economy. Its mainstay will be the economic plan as the chief instrument for the economy's development. It also will comprise a system of state regulation of economic processes and the utilization of

market relations. This mechanism must accord the enterprises enough independence in decision-making and contribute to a release of business initiative and the application of modern principles of internal enterprise management.

A clear precept for further work on the reform will make it easier to draw up projects for the individual economic policy sections (a taxation system, an investment system, price and wage regulation, etc.) distinguishing between the temporary system and full implementation of the economic reform.

These various sections ought to dovetail and form a logically rounded system in which the position and function of all echelons of management and of their individual components are clearly defined. The entire economic mechanism must be brought into line with the new constitutional setup of the CSSR. The final result of this preparatory work ought to produce a well-rounded idea of the economic reform and of all the other aspects of our economic policies, along with a timetable for their implementation...

« Don't feel sorry for him. He pays less rent than any of the others ».



STURSHEL (Sofia)

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Vers un OFFICE EUROPEEN de la jeunesse

Les représentants de 14 gouvernements signataires de la Convention culturelle européenne, plus spécialement chargés des questions se rapportant à la jeunesse, se sont réunis les 8 et 9 janvier à Bonn sur invitation du gouvernement fédéral allemand, ce dernier ayant présenté un projet de création d'un Office européen pour la Jeunesse. Cette réunion, organisée conformément à une recommandation de la Commission de l'éducation du Conseil de l'Europe en date du 7 novembre 1969, a vu l'approbation générale des participants concernant ce projet.

Le président de la conférence, M. Heinz Westphal, secrétaire d'Etat parlementaire au ministère fédéral de la Famille et de la Jeunesse, a porté l'accent sur l'unanimité des participants pour que l'Office européen pour la Jeunesse ait une position complémentaire par rapport aux institutions bilatérales déjà existantes.

Le secrétaire d'Etat a énuméré quelles

étaient les quatre tâches essentielles de l'Office:

- 1) Encouragement pour l'organisation de conférences et de séminaires européens;
- 2) Encouragement d'échanges pour la mise en commun d'expériences vécues par des cadres de la jeunesse ouvrière européenne;
- 3) Encouragement pour l'organisation de rencontres sportives, musicales et scientifiques entre jeunes et, enfin;
- 4) Animation et encouragement de recherches scientifiques communes sur des problèmes concernant la jeunesse et le travail.

EUROCEAN pour l'étude des mers

Genève. — Des océanographes appartenant à divers pays viennent de créer un nouvel organisme européen, l'Eurocéan, association non gouvernementale qui encouragera et centralisera les études et informations concernant aussi bien la recherche scientifique que l'exploitation industrielle des fonds sous-marins par divers pays européens. Cette initiative est due en grande partie au commandant J.-Y. Cousteau, ainsi qu'au contre-amiral W. Langeraar, président de la commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco et chef du service hydrographique de la marine royale néerlandaise; au professeur Hans Roll, directeur de l'Institut hydrographique de Hambourg et au contre-amiral en retraite sir Edmund Irving, ancien hydrographe de la marine britannique et actuel président de la Society for underwater technology. Ce nouvel organisme sans but lucratif entend faire progresser l'océanographie en étudiant entre autres toutes les possibilités de dessaler l'eau de mer afin de la rendre potable. Eurocéan aura son siège à Monaco. Ses fondateurs prévoient qu'il sera financé par les grandes firmes pharmaceutiques et les industries chimiques et horlogères, et espèrent recevoir par la suite des subventions gouvernementales.

LE PLAN BARRE

● Un milliard de dollars sera affecté à des prêts automatiques (appelés encore swaps) à trois mois renouvelables une fois. Chaque Etat membre pourra faire appel à ses partenaires dans les limites de son propre quota (France et Allemagne 300 millions de dollars chacun, Pays-Bas et Belgique 100 millions de dollars chacun, Italie 200 millions de dollars).

● Un milliard de dollars supplémentaires pourra être mobilisé à la demande de l'un ou l'autre des Etats membres, mais il s'agira de prêts conditionnels, c'est-à-dire assortis de consultations et de recommandations sur la politique de redressement à mener par le pays « tireur », dépendant de la décision des gouverneurs des banques centrales.

● *Le concours financier a moyen Terme.*
Il s'agirait de créer un mécanisme — valable cinq ans et renouvelable — par lequel chaque Etat membre s'engagerait à fournir à ses partenaires des ressources financières importantes.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

Les vieux " liens spéciaux "

Depuis des années l'Angleterre vit en colonie privilégiée des Etats Unis. Je dis « privilégiée », car il va sans dire que l'administration américaine nous laisse le souci de régler nos affaires de gouvernement local, permet à nos députés et à nos Lords de discuter pendant des jours et des nuits sur l'avortement, l'homosexualité et même le gaz naturel. Personne n'a encore aperçu la présence américaine dans les conseils de paroisse et je suis sûr que le Président des Etats Unis n'est pas tenu au courant de la réorganisation de l'enseignement ou de la police. Il en va autrement lorsqu'il s'agit de nos grandes industries: là, nous partageons, et pour être du bon côté en cas de dépression, nous avons aussi des experts américains qui nous conseillent.

La même chose pourrait être dite au sujet de notre grand commerce, mais Financial Times est certainement beaucoup plus qualifié et beaucoup plus en mesure de montrer combien la présence américaine est sentie dans ces secteurs.

Ce que j'aurais à ajouter c'est que cette « collaboration » américaine n'est pas évidente seulement dans l'industrie et dans le commerce, mais aussi dans la vie culturelle et sociale. S'il s'agit de poésie, de théâtre ou de peinture, ou bien s'il s'agit du transport public ou privé avec ses difficultés, de logement ou de drogués, d'enfants bâtards ou de filles-mères, la solution américaine nous rappelle que nous vivons à l'heure atlantique. Les universités, aussi bien que certains départements du gouvernements font appel à des experts américains pour mieux fonctionner. Nos ministres, conservateurs ou socialistes vont aux Etats Unis pour chercher la sagesse et le secret du succès, cependant que nos Premiers-Ministres, socialistes ou conservateurs, n'entreprennent jamais rien d'important sans consulter le président des

Etats-Unis et, pour mieux faire, ils vont tous chercher à la Maison Blanche l'approbation de leurs intentions et de leurs projets. M. Wilson est donc allé en Amérique en service commandé et en outre pour chercher un point d'appui pour sa prochaine campagne électorale. Comme il n'est pas trop sûr de ce que le président Nixon pourrait penser quant aux intentions électorales, M. Wilson s'est empressé, avant même de rencontrer le président américain, de montrer qu'il n'était pas venu les mains vides.

Les nouveaux " liens spéciaux "

Et ce fut l'offre fantastique, l'offre « générale » que le Premier britannique faisait aux Etats Unis: un autre genre de liens spéciaux; étudier et résoudre ensemble les problèmes sociaux de tout genre: logement, santé publique, transport etc. et bien entendu, le maintien de l'ordre. En d'autres mots, M. Wilson offrait aux Etats Unis un programme d'américanisation systématique de l'Angleterre sous l'égide des Travailleurs et au moment même où l'Angleterre s'apprête à entamer les négociations avec la Communauté Européenne.

En Angleterre, personne n'a compris ce que M. Wilson voulait dire car, comme une certaine presse qui se pique d'euro-péisme, l'a fait remarquer, ces « nouveaux » liens spéciaux existent déjà et vouloir les améliorer ce serait proclamer l'américanisation officielle. Le gouvernement britannique est déjà conseillé par des experts américains quant à la réorganisation de ses départements, les universités de même, et l'industrie et le grand commerce subissent un traitement analogue.

Le lendemain de ses déclarations, personne à Westminster ne pouvait commenter cette

offre surprenante de M. Wilson sans doute assez embarrassante pour M. Nixon. Quelques amis politiques de M. Wilson ont essayé de montrer en toute discrétion que cette offre avait pour but d'obtenir plus d'appui et plus de conseil d'experts des Etats-Unis dans le traitement des problèmes qui risquent d'anéantir le parti travailliste aux prochaines élections. Dans le domaine du logement, par exemple, les promesses du parti travailliste, non seulement n'ont pas été tenues, mais le pays a construit moins de maisons que jamais ces dernières années. Le nombre des pauvres a augmenté en Angleterre depuis 1964 et leur situation a empiré. Comme M. Wilson a toujours cru aux miracles il espérait, sans doute, que le président Nixon allait répondre à son offre par la proposition d'un programme anglo-américain de nature à donner des arguments électoraux aux Travailleurs.

Washington plus près que Paris

Le lendemain même de cette offre fantastique, M. John Biggs-Davison, député conservateur et président du comité britannique de l'Union Pan-Européenne, constatait avec amertume qu'une fois de plus, M. Wilson s'est montré l'anti-européen que tout le monde connaît. « *Le voyage transatlantique de M. Wilson démontre combien Londres est beaucoup plus près de Washington que de Paris* », a déclaré M. Biggs-Davison. Dans son discours prononcé devant le Comité Pan-Européen, M. Biggs-Davison a déploré le fait que M. Wilson, tout en faisant profession de foi européenne, propose aux Etats-Unis un programme systématique d'américanisation de la vie quotidienne anglaise et ne désavoue pas la propagande anti-européenne de M. Douglas-Jay, un des leaders travaillistes. M. Biggs-Davison a parlé entre autres de la faiblesse actuelle de l'Europe en montrant que « *L'Europe occidentale, est une incohérence collective* » et que « *En face des grands problèmes elle est divisée, silencieuse ou impuissante* ».

D'autres hommes politiques britanniques, n'ont jugé l'offre de M. Wilson que comme un simple artifice électoral qui lui permettrait de montrer aux Anglais que, grâce à son intervention, les Etats-Unis sont à nouveau associés étroitement aux destinées de l'Angleterre. Reste à savoir comment M.

Nixon pourrait envisager cette offre et ces « nouveaux » liens spéciaux surtout lorsqu'il s'agit de cautionner l'expérience travailliste, comme M. Wilson l'espère.

Une fois de plus

Une fois de plus, M. Wilson a échoué dans sa tentative de se créer une plate-forme électorale à l'aide des visites outre-Atlantique. La presse, même celle qui appuie le gouvernement, constate avec indifférence ou avec amertume, selon le cas, que M. Wilson qui était parti en Amérique plein d'espoirs est revenu les mains vides.

Pour commencer, tout n'a pas marché comme il voulait à Ottawa au sujet le plus important des discussions. M. Wilson avait voulu prendre le Premier canadien par surprise et il avait annoncé que la question à l'ordre du jour allait être le Nigéria, autrement dit le succès de la politique impériale britannique pour la première fois depuis la guerre. M. Trudeau a dévoilé que les soucis du gouvernement canadien étaient autres et M. Wilson n'a eu d'autre ressource que de continuer son chemin comme si de rien n'était.

Mais il n'est pas dans le tempérament de M. Wilson de se laisser décourager par un si mince échec. Aussitôt arrivé en Amérique, et avant de rencontrer le président Nixon, il s'est hâté de lancer sa petite « bombe » qui au fond s'est avérée n'être qu'une simple bulle de savon. En homme d'Etat généreux et un peu supertitieux vis-à-vis des Américains, M. Wilson offrait à l'Amérique un nouveau modèle de « liens spéciaux ». Il s'agissait en effet d'une offre d'américanisation de tous les problèmes sociaux anglais insolubles pour les Travailleurs. M. Wilson, avec un peu de mépris pour les Yankees, leur offrait la vie quotidienne anglaise, une nouvelle forme de colonialisme volontaire, en échange d'un soutien avoué du Travailisme, et les élections auraient pu bien être assurées. Seulement M. Nixon est loin d'être socialiste et encore plus loin d'être naïf. Il a reçu M. Wilson avec tout l'apparat dû au Premier ministre d'un pays d'opérette, comme le souligne le Daily Telegraph du 30 janvier. Il y a eu la pompe, les trompettes, les jeux de lumières et tous les honneurs possibles. Les uniformes militaires chatoyants de décorations et les toilettes des dames étaient dignes du Premier ministre d'un Pays de

AU CONSEIL D'EUROPE

Pour la liberté de la Presse

Au cours du débat qu'elle a consacré aux questions juridiques, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe s'est penchée sur le problème des « communications de masses et les droits de l'homme ».

Dans une longue déclaration, le Conseil a abordé différents points fondamentaux.

L'indépendance de la presse et des autres moyens de communications de masses vis-à-vis du contrôle de l'Etat doit être inscrite dans la loi dit la déclaration qui précise également qu'aucune censure directe ou indirecte ne doit être exercée sur la presse, que l'indépendance des moyens de communications de masses doit être protégée contre les dangers des monopoles.

Cette déclaration évoque aussi la nécessité d'une formation professionnelle des journalistes et d'une protection de la vie privée des individus; une résolution également adoptée par l'Assemblée invite les Etats membres à encourager les organisations professionnelles nationales et internationales à établir un code de déontologie et charge un groupe d'experts de formuler des recommandations sur d'éventuelles mesures d'aide économique à la presse.

La tâche essentielle de la presse est de recueillir des informations et celle-ci ne peut assumer son rôle public que si elle a librement accès aux sources d'informations. Or, souligne le rapport d'introduction préparant cette réunion, il arrive encore trop souvent que les pouvoirs publics refusent, sans raison valable, de communiquer des informations.

C'est pourquoi, estime le rapport, il faut que l'indépendance de la presse vis-à-vis de l'Etat soit inscrite dans la loi.

Après avoir affirmé que *la censure directe ou indirecte de la presse ou du contenu des programmes de radiodiffusion est incompatible avec la primauté du droit et de la démocratie*, le rapport examine *l'indépendance éditoriale qui implique la non-ingérence de l'Etat ou du propriétaire du journal. Il est souhaitable d'établir formellement l'indépendance du conseil de rédaction vis-à-vis de la direction. En ce qui concerne les journaux, il convient de bien séparer les services rédactionnels et les services commerciaux. Le rédacteur en chef et son équipe devraient assumer la pleine responsabilité de ce qui est publié.*

Lettres d'Angleterre

Cocagne. Sans prendre en considération l'offre généreuse de M. Wilson, M. Nixon s'est contenté de souligner publiquement que les Etats-Unis espéraient se retirer petit à petit de la vie européenne active. Il n'a même pas assuré M. Wilson que cette retraite américaine de toute façon ne sera pas militaire; et, à sa conférence de presse, M. Wilson a dû se borner à dire qu'il ne croyait pas qu'il pût s'agir d'une retraite militaire. Mais la communication publique de M. Wilson est en fait un refus poli et indirect de l'offre démagogique de M. Wilson.

Nous apprenons aussi que M. Wilson n'a pas réussi à impressionner favorablement la presse américaine. Son léger mépris envers les Américains, la futilité de son offre et la manière démagogique dont il s'est comporté

devant les journalistes américains lui ont attiré l'hostilité de ceux-ci. Lors de sa visite au président Johnson, M. Wilson avait fait la même mauvaise impression car, pour vanter la dynamique des Travailleurs, il avait lancé à un auditoire d'hommes d'affaires américains, sous forme de plaisanterie, cette menace: «...Faites attention, on va vous l'enfoncer...» voulant dire par là que l'Angleterre travailliste pourrait bien représenter un danger pour les affaires américaines sur les marchés mondiaux. Inutile de dire que les hommes d'affaires américains avaient été plus qu'indignés par un langage si vulgaire et par une basse démagogie qui n'hésitait pas à se servir d'eux pour se faire de la popularité en Angleterre.

Une fois de plus M. Wilson a joué en Amérique le rôle de Premier Ministre d'un Pays d'opérette. Et les Américains ne se rappelleront de lui que «...On va vous l'enfoncer...» et les «nouveaux liens spéciaux».

V. V. STANCIU

POUR UNE JUSTICE PREVENTIVE

Voir la première partie de cette étude dans notre précédent numéro

LES CARACTERES DISTINCTIFS DES DEUX JUSTICES

Définitions

La justice répressive a adopté la définition légale des crimes et des délits: « L'infraction que les lois punissent de peine de police est une *contravention*. L'infraction que les lois punissent de peine correctionnelle est un *délit*. L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un *crime*. » (Art. 1^{er}, C. pén.).

La justice préventive adoptera la définition criminologique du crime. Nous l'avons ainsi définie: « *le crime est l'acte (omission ou commission) considéré comme dangereux par la majorité du groupe social.* » Le mal, donc le danger, résulte du rapport entre l'acte et la table des valeurs du groupe social qui contient toutes les interdictions.

Objet

Par son intervention formelle et tardive, la justice pénale combat les symptômes de la criminalité.

Par son intervention en temps utile, la justice préventive combat les causes.

But

Par l'application de la peine, la justice pénale prétend obtenir l'amendement du coupable après lui avoir infligé une souffrance expiatoire.

Le but de la justice préventive est d'éviter les situations criminogènes et psychopathogènes ainsi que les facteurs de détérioration sociale.

Fondement

Axée sur la responsabilité morale, la justice pénale imite la justice divine dans la

vision théologique basée sur le péché.

Axée sur l'état dangereux, la justice préventive évite les notions théologiques et métaphysiques, aspirant à une conception réaliste et scientifique.

Objet des sanctions

La justice pénale punit un acte isolé.

La justice préventive sanctionne une série d'actes, voire un comportement.

Optique

A la manière de la psychologie classique qui construit des caractères simples et abstraits, la justice pénale, grossissant le concept, simplifie trop, réduisant à une image figée le film de la vie d'un homme.

La justice préventive, s'assimilant les vérités des sciences humaines, comprendra toute la complexité et la mobilité du psychisme humain.

Méthode

La méthode de travail dans la justice pénale est déductive, tandis que dans la justice préventive elle doit être inductive.

Nature des sanctions

Répressive, la justice actuelle attend l'accomplissement d'une infraction. A ce moment-là, dirigés vers le passé et tenant compte d'un seul moment de la vie de l'inculpé, les juges distribuent une des peines légales qui ne peuvent pas être appropriées à la personnalité de chacun, malgré les efforts louables qui se font dans quelques maisons d'arrêt.

La justice préventive n'attendra pas l'infraction pour intervenir car toutes les formes de l'état dangereux ne sont pas révélées seulement par des crimes et des délits. Saisie par l'un des services spécialisés, elle pour-

JUSTICE PREVENTIVE

ra prendre une des mesures de protection suivantes:

- a) Avertissement;
- b) Liberté surveillée;
- c) Placement dans un établissement adéquat, maison de santé, maison de rééducation, colonie agricole, école technique, etc.

GARANTIES CONTRE L'ARBITRAIRE

I. — Afin d'éviter l'arbitraire qui peut menacer les libertés individuelles, il est indispensable de donner une définition légale de la notion d'état dangereux. Nous proposons donc la définition suivante: *un comportement habituel jugé comme certainement nuisible* (1) *pour son auteur ou pour la société.*

Les éléments de cette définition sont:

- 1° Un comportement, donc une série d'actes concrets;
- 2° L'habitude de ce comportement. Il ne s'agit donc pas d'une conduite accidentelle;
- 3° Le caractère nocif du comportement (pour le groupe social ou pour son auteur);
- 4° La certitude de la nocivité;
- 5° L'appréciation appartient à la justice.

II. — Donner l'alerte ne doit pas être à la portée de tout le monde. Afin de ne pas encourager la délation, la dénonciation sera limitée à quelques corps constitués:

- les services sociaux;
- les services de police;
- les établissements scolaires.

(1) Si le bien, pour Socrate, consiste dans l'utilité, le mal est donc ce qui est nuisible.

C'est la direction de chacun de ces services, et non pas un seul fonctionnaire, qui aura le droit de saisir la justice préventive.

III. — Enfin, les mesures seront prises par la justice spécialisée pour l'application du code de la prévention — dans des débats contradictoires, après enquêtes et expertises.

Des services auxiliaires devront être organisés pour faciliter le travail de la justice préventive:

- 1) Dépistage et information;
- 2) Surveillance;
- 3) Expertise médicale, psychologique et psychiatrique.

L'objection qu'on oppose à tout projet de loi de solidarité et de prévoyance sociale est toujours la même: la menace contre les libertés individuelles.

Entre l'anarchie et l'arbitraire, il y a la liberté limitée par la loi conçue selon les exigences de la vie sociale.

Tout le monde ne profite ni dans la même mesure ni de la même manière de la liberté.

La sagesse de Lacordaire est encore actuelle: « Entre le riche et le pauvre, entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime, c'est la loi qui affranchit. »



Paysans roumains de Transylvanie, d'après une photo récente: le fait curieux est que ces profils ressemblent à ceux des personnages de la colonne Trajane, les ancêtres des Roumains modernes, après les guerres victorieuses de Trajan et la création de la Dacie

Toujours à propos de l'intégration linguistique

A L'EUROPE QUI S'ORGANISE IL FAUT UNE LANGUE AUXILIAIRE

par
RIC BERGER

Non pas une langue destinée à remplacer les langues existantes, ce qui serait absurde, mais un idiome servant d'*intermédiaire*, qui faciliterait, à un degré insoupçonné, toutes les relations entre les différents pays.

Aucune nation européenne ne peut, aujourd'hui, imposer sa langue aux autres pour lui faire jouer ce rôle d'intermédiaire. Car, pour être bien parlée et bien écrite, une langue nationale exige des années d'études, et les rivalités nationales empêcheront toujours notre continent de trouver un accord sur l'adoption d'une langue élue entre toutes.

Si l'Empire Romain a pu, il y a vingt siècles, imposer son hégémonie à l'Europe, ainsi que sa langue, aujourd'hui les Européens ne songent plus à se laisser imposer un idiome national quelconque. Ils devront donc bien, une fois ou l'autre, se donner une langue auxiliaire neutre très simplifiée, afin de maintenir l'unité et la bonne entente de leur continent.

Avec une langue auxiliaire commune, la science, le commerce, l'industrie, etc., verraient leurs relations grandement facilitées, puisqu'il suffirait d'une seule traduction au lieu d'une trentaine pour atteindre toute l'Europe, et même le monde entier.

Cette langue auxiliaire ne nuirait en rien aux langues nationales. Au contraire, chaque Européen pourrait alors consacrer davantage de temps à l'étude de sa langue maternelle, dès l'instant où il devrait en consacrer moins à assimiler plusieurs langues étrangères.

Notre continent se retrouverait alors dans la situation où il se trouvait au Moyen Age, quand le latin servait de moyen de communication entre les savants, les hommes de loi et d'Eglise.

Mais le *Latin classique* ne peut guère reprendre ce rôle de véhicule de la pensée car il ne serait pas apte à exprimer les idées modernes, surtout dans les sciences. Il faudrait le refondre, le rajeunir et le débarrasser des vocables désuets qui n'ont plus d'utilité, puis lui incorporer des milliers de mots néces-

saires à la vie du vingtième siècle. Alors ce ne serait plus du latin!

Toutefois, la langue dont l'Europe a besoin est bien une langue greco-latine, la *plupart de mots internationaux venant du grec et du latin*. En partant des langues modernes, et sans inventer ou changer un seul mot, il est possible d'utiliser l'énorme masse des *vocables communs aux langues de l'Europe*. Ce travail gigantesque de la sélection des mots utilisables est déjà fait, grâce aux linguistes de nombreux pays appelés par l'IALA (1).

Divisée, compartimentée par une trentaine de langues, l'Europe a cependant une chance que n'ont pas les autres pays d'Asie et d'Afrique: un très grand nombre de mots, plus de 10000, en commun, surtout entre l'anglais, le français, l'espagnol, l'italien et le portugais.

Or ces langues sont justement *parmi les plus répandues dans le monde*. L'Amérique, du haut en bas, de l'Alaska à la Terre de Feu, ne connaît que ces cinq langues de civilisation. L'Afrique, même après avoir expulsé les nations « colonialistes » se sert de leurs langues comme intermédiaires entre tribus, dont les idiomes n'ont guère de traits communs et restent isolés. L'Océanie est dominée par l'anglais et le français. Quant à l'Asie, elle continue à se servir, de pays à pays, des cinq langues européennes mentionnées plus haut. Aux Indes une vingtaine de journaux continuent à s'imprimer en anglais vingt ans après le départ des Anglais. Au Japon tout élève entrant à l'école secondaire apprend obligatoirement une langue européenne, en premier lieu l'anglais, plus tard, au choix, le français, l'espagnol ou l'allemand.

On constate donc que, pratiquement, *les langues romanes couvrent le monde entier*.

Une langue internationale basée sur un vocabulaire gréco-latin serait donc comprise d'emblée sur la terre entière.

(1) *International Auxiliary Language Association*, v. BULLETIN EUROPEEN Janvier.

Activités de la

Fondation Européenne

Dragan

ROME

« L'Europe cartésienne ».

Voici la synthèse de la conférence prononcée le 13 janvier par le prof. H. GOUHIER à la Fondation Européenne Dragan, à Rome.

* * *

L'expression « Europe cartésienne » paraît claire mais, à la réflexion, elle couvre un sujet d'étude très complexe. Le conférencier a proposé à la recherche trois directions:

1° Ce qui frappe dans la pensée des philosophes, c'est un contraste: d'une part, sentiment très vif de la modernité qui discrédite les anciennes doctrines, la vieille physique; d'autre part, une espèce de subconscient intellectuel lié à cette langue commune qu'est le latin, langue, d'ailleurs, qui introduit les esprits dans une Antiquité qui est un monde de vies exemplaires et de modèles: ceux-ci, en dehors des sciences de la nature évidemment périmées, peuvent encore être imités ou étudiés, dans les arts, dans la rhétorique, au théâtre, voire en morale.

2° On examine ensuite le cas particulier de Descartes. Ici encore, il y a un contraste. Sa vie est celle d'un « européen », se déroulant en France et en Hollande avec de longs voyages en Allemagne, au Danemark, en Suisse, en Italie, en Suède. Ses voyages lui donnent le sens du relatif: la philosophie, au contraire, vit de l'absolu et de l'universel, elle s'adresse à tous les hommes de tous les pays.

3° S'il est difficile de parler historiquement d'une « Europe cartésienne », du moins pourrait-on parler d'un « horizon cartésien », car tout grand penseur se situe par rapport à Descartes. Ici, on croit pouvoir distinguer deux courants: les modernes qui manifestent



une volonté de rupture avec le passé de la philosophie: Descartes, Pascal, Malebranche; et les modernes qui entendent maintenir la continuité en modernisant certaines intuitions du passé, qui croient que Platon, Aristote, Epicure, les Stoïciens peuvent *renaitre*: Leibniz, Spinoza, Gassendi, Berkeley...

L'Europe est à inventer

En conclusion, il est vain de demander des leçons à l'Histoire, surtout quand on vit dans un monde aussi radicalement nouveau que le nôtre. L'Europe est à inventer. Le XVII^e siècle philosophique peut néanmoins suggérer plusieurs remarques. Sa richesse intellectuelle invite à penser l'Europe comme une société non unifiée par une idéologie et propice à la diversité dans les domaines de la vie de l'esprit. Le XVII^e siècle pose aussi la question de l'histoire qui sera une des dimensions existentielles de l'esprit européen et du rôle de la culture classique. Enfin, si la conscience européenne a quelques raisons d'être mauvaise conscience, le prodigieux essor intellectuel et spirituel de son XVII^e siècle lui donne de bonnes raisons d'être aussi bonne conscience, puisqu'il est aux sources de nos sciences.

Le 19 février, le professeur J. B. DUROSSELLE a tenu à la Fondation Européenne Dragan de Rome, une Conférence sur

« L'EUROPE DES LUMIERES ».

Le conférencier a été présenté par le professeur A. M. Ghisalberti de l'Université de Rome. Nous donnerons dans notre prochain numéro le compte-rendu de la conférence.

A travers l'Europe et le monde

minimum

par A.P.G.

L'antigaulliste gaullien...

...selon Georges Suffert, de l'hebdomadaire français *L'Express*, c'est M. Jean-Jacques Servan Schreiber qui vient d'assumer la charge de secrétaire général du parti radical. Comme le général a rénové la République, M. Servan Schreiber va-t-il faire couler un sang nouveau dans les veines d'un parti qui s'éteignait? Sa doctrine, présentée dans les 197 pages d'un « manifeste », présente l'avantage de n'être pas une philosophie et donc de se soustraire à l'avance aux interprétations, hérésies et autres déviations. Elle est claire, ses postulats sont accessibles à l'homme moyen et se fondent sur une constatation basilaire d'une évidence aveuglante: pendant des millénaires l'homme a été soumis au pouvoir de la nature; il ne s'en est affranchi avec la science et le progrès que pour devenir prisonnier de l'économie. C'est de cette nouvelle cage qu'il faut le faire sortir. Et c'est à quoi le « manifeste » entend se consacrer en se situant, dit le quotidien français *Le Monde*, « résolument à gauche du parti socialiste et en allant beaucoup plus loin, dans de nombreux domaines, que la déclaration commune du parti communiste et de la Fédération ».

De la grandeur gaulliste à l'audace idéologique, mais toujours dans la solitude, puisque ce projet s'adresse « à ceux qui ne sont inscrits nulle part », nous sommes toujours dans le même climat...

Des échos nostalgiques

On retrouve des échos de timbre gaullien dans bien des propositions du « manifeste ». Et, notamment quand il demande s'il existe quelque part une société incarnant tout ou partie du système qu'il a défini (à savoir, entre autre: pouvoir politique séparé du pouvoir économique, réduction des distances sociales, fin du pouvoir privé héréditaire, redistribution du pouvoir public), pour conclure: « ...nous pouvons utilement emprunter partout, mais aucune société n'a encore réali-

sé ce que nous prétendons faire, *ce que les Français peuvent accomplir* ». Tâche « difficile mais indispensable, et si nous le voulons exaltante. Il y aura un *modèle français* » car les Français doivent être « les futurs Californiens de l'Europe ».

Enfin, parlant de l'agriculture, le plus français des problèmes de la France, « secteur d'avenir », le manifeste précise qu'il manque avant tout aux paysans français des motifs d'espérance et « qu'en ce domaine comme en tout autre, l'espérance passe par l'intelligence de l'économie de croissance, *liée au respect de la diversité, de l'enracinement, des hommes* ».

Dans la collection des

EDITIONS DE LA GRISIERE, PARIS

paraîtra prochainement

AGENDA D'EXIL

Poèmes qui communiquent l'émotion de l'homme qui voit Dieu exilé comme lui d'une actualité où la présence de l'événement est la seule chose qui compte. C'est le témoignage d'une foi vibrante qui transcende l'ordinaire de la vie.

de

C. MICHAEL - TITUS

auteur du « Mal du Ciel »,

Prix Bardet de l'Académie Française, 1965

Prix 15 Frs.

Diffusion: Librairie Saint-Germain-des-Prés
184, Bd. St.-Germain, Paris VI-e

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. Michael TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISE-ROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules RO-MAINS, Jcseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, C. MICHAEL-TITUS, Jacques TREMPONT, Georges USCA-TESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—

Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

Spedizione in abbonamento postale gruppo III - 70%